

# Rapport d'activité 2022

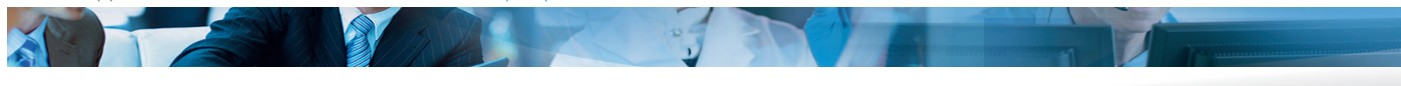
Depuis plus de 50 ans,  
les multinationales établies  
dans la région lémanique  
contribuent directement à  
la prospérité de tous.

# 2022 Activity Report

For more than 50 years,  
multinationals established  
in the Lake Geneva area  
have been contributing  
directly towards  
the prosperity of everyone.



Groupement des  
Entreprises  
Multinationales



## Sommaire

|                                           |    |
|-------------------------------------------|----|
| Mot du Président .....                    | 3  |
| Rétrospective 2022 .....                  | 4  |
| Dossiers politiques .....                 | 6  |
| Services et prestations aux membres ..... | 8  |
| Commission ressources humaines .....      | 9  |
| Commission affaires publiques .....       | 10 |
| Commission fiscale .....                  | 11 |
| Perspectives 2023 .....                   | 14 |

## Contents

|                                  |    |
|----------------------------------|----|
| Address by the President .....   | 3  |
| 2022 Retrospective .....         | 4  |
| Political affairs .....          | 6  |
| Services for members .....       | 8  |
| Human Resources Commission ..... | 9  |
| Public Affairs Commission .....  | 10 |
| Tax Commission .....             | 11 |
| Outlook for 2023 .....           | 14 |



François Rohrbach  
Président du GEM  
GEM President

## Mot du Président

Après deux années de pandémie, en 2022 l'assemblée générale du GEM retrouve enfin son format habituel. A l'échelon des commissions aussi, l'année a été marquée par la reprise des séances en présentiel. L'assemblée générale 2022 est également la première de Larissa Robinson en tant que secrétaire générale.

Les relations entre la Suisse et l'Union européenne demeurent au cœur de nos préoccupations. Il est indispensable pour le GEM de suivre l'actualité politique et législative au sein de l'UE. Entre les contacts avec les autorités cantonales ou fédérales, les représentants de l'administration, les parlementaires, les lobbyistes, les partenaires comme economiesuisse, l'UPS ou la FER Genève, il est relativement aisé pour le GEM de se tenir informé de l'évolution des relations de la Suisse avec l'UE. En revanche ce n'est pas le cas s'agissant du point de vue européen, nettement plus difficile à obtenir, à monitorer et à interpréter. Il a donc été décidé de s'adjoindre les conseils d'un cabinet spécialisé en affaires publiques européennes dont les rapports hebdomadaires sont à disposition des membres sur le site privé du GEM. Ils couvrent les sujets suivants: sustainable finance, dont EU taxonomy, sustainability reporting (CSRD), due diligence and corporate governance (CS3D), e-privacy, Data Act et EU-Switzerland relations.

L'approvisionnement énergétique fait également l'objet de l'attention du GEM. La commission affaires publiques s'est d'ores et déjà emparée du sujet et n'exclut pas au besoin de réactiver des visioconférences régulières, comme pendant la crise sanitaire, pour permettre la coordination et le transfert d'informations au sein des entreprises membres.

## Address by the President

After two years of the pandemic, in 2022, the General Assembly of the GEM finally returned to its usual format. For the Commissions as well, the year was marked by the resumption of in-person sessions. The General Assembly 2022 was also the first for Larissa Robinson as Secretary General.

Relations between Switzerland and the European Union remain at the heart of our concerns. It is indispensable for the GEM to track political and legislative current events within the EU. Between contacts with cantonal or federal authorities, representatives of the administration, parliamentarians, lobbyists, partners like economiesuisse, UPS or FER Genève, it is relatively easy for the GEM to stay informed with respect to the progression of relations between Switzerland and the EU. On the other hand, this is not the case with respect to the European point of view, which is much more difficult to ensure, to monitor, and to interpret. We therefore decided to take advantage of consultation from a firm specialized in European public affairs, whose weekly reports are available to members on the GEM private website. They cover the following topics: sustainable finance, including EU taxonomy, sustainability reporting (CSRD), due diligence and corporate governance (CS3D), e-privacy, Data Act and EU-Switzerland relations.

Energy consumption is also a subject of concern for the GEM. The Public Affairs Commission has henceforth taken up the subject and does not exclude a resumption of regular video conferences as needed, as was the case during the health crisis, to allow for the coordination and transfer of information to GEM members.



## Rétrospective 2022

La première moitié de l'année 2022 a encore été rythmée par les communications en lien avec la crise du Covid, les RHT, le télétravail frontalier et les accords de sécurité sociale et de fiscalité, etc. Une année rythmée aussi par de nombreux dossiers politiques. A mentionner notamment, la **réforme de l'AVS** passée à une très faible majorité ou le refus de la suppression de l'impôt anticipé, qui met en évidence à la fois la difficulté de faire passer des messages sur des sujets techniques ainsi que la tendance forte à s'opposer à tout ce qui pourrait, directement ou indirectement, profiter aux multinationales.

Les **relations avec l'Union européenne** ont continué d'être au centre des préoccupations. Suite à l'abandon des négociations sur l'accord-cadre, le GEM a mandaté une analyse de la Professeure Astrid Epiney. L'étude a été présentée à Berne aux parlementaires fédéraux et relayée dans la presse. Entre temps, des signaux encourageants comme le vote sur le milliard de cohésion ou la votation sur Frontex sont intervenus. Mais l'isolement de la Suisse a compliqué notamment l'acquisition de vaccins contre le Covid, et ces complications pourraient s'étendre à la question de l'approvisionnement énergétique.

Le GEM a participé, sous l'égide de l'UPS, à la rédaction d'un **guide sur le télétravail des frontaliers**. Ce guide répond aux principales questions juridiques soulevées par le télétravail transfrontalier, mentionne les risques encourus par les employeurs et contient quelques recommandations.

Courant 2022, le GEM a pris position sur de nombreuses **procédures de consultation** fédérales parmi lesquelles:

- La consultation relative à l'arrêté fédéral sur une imposition particulière des grands groupes d'entreprises [avril 2022]
- La consultation relative à l'introduction d'une obligation de signaler les cyberattaques [avril 2022]
- L'ordonnance relative au rapport des grandes entreprises sur les questions climatiques [juillet 2022]
- La Loi fédérale sur l'examen des investissements étrangers [septembre 2022]
- La consultation relative à l'ordonnance sur l'imposition minimale des grands groupes d'entreprises OIMin [avril 2022]

## Retrospective 2022

The first half of the year 2022 was once again punctuated by communications related to the Covid crisis, RHTs, cross-border remote work, and social security and tax agreements, etc. This was a year also punctuated by numerous policy briefs. In particular, we note the **AVS reform** passed by a very slim majority and the rejection of the anticipated tax suppression, which highlights both the difficulty of communicating messages on technical subjects and the strong tendency to oppose everything possible, whether directly or indirectly, that would profit multinationals.

**Relations with the European Union** have continued to be at the heart of our concerns. Following an abandonment of the negotiations on the framework agreement, the GEM tasked Professor Astrid Epiney with conducting an analysis. The study was presented in Bern to federal parliamentarians and passed on to the press. In the meantime, encouraging signals like the vote on the billion for cohesion and voting on Frontex took place. But the isolation of Switzerland in particular complicated the acquisition of vaccines against Covid, and these complications could extend to the question of energy supply.

Under the auspices of the UPS, the GEM participated in writing a **guide on remote work for cross-border workers**. This guide responds to the main legal questions raised by cross-border remote work, and it mentions the risks incurred by employers and contains some recommendations.

Over the course of 2022, the GEM took a position on numerous **federal consultation procedures** including:

- Consultation related to the federal ruling on a specific tax on large corporate groups [April 2022]
- Consultation related to the introduction of an obligation to report cyberattacks [April 2022]
- The order related to the reports by large companies on climate-related questions [July 2022]
- The federal law on inspection of foreign investments [September 2022]
- Consultation related to the order on a minimum tax on large corporate groups OIMin [April 2022]



Comme à l'accoutumée les commissions du GEM ont été très actives. La commission fiscale a traité de la mise en œuvre de l'imposition minimale fixée par l'OCDE et le G20 et du télétravail des frontaliers. La commission des ressources humaines a été active sur le suivi de l'état des interventions politiques dans le domaine du télétravail, des accords sécurité sociale et fiscal, de l'assouplissement de la loi fédérale sur le travail et de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration et l'enregistrement du temps de travail. Elle a également lancé des appels d'offres pour renouveler les courtiers en matière d'assurance maladie et assurances de personne. Enfin, la commission affaires publiques a continué à suivre les différents sujets d'importance pour le GEM comme les relations avec l'Union européenne.

Le 3 novembre 2022, le GEM a organisé un événement au Cercle du Rhône, pour célébrer son partenariat avec la *Geneva School of Economics and Management* (GSEM), relatif au **Master en Business Analytics**. Les entreprises membres du GEM, partenaires de ce Master, ainsi que les étudiants, des alumni et les Professeurs de la faculté ont témoigné de leur expérience positive sur cette formation qui s'inscrit plus que jamais dans l'actualité.

Les suites de l'initiative populaire fédérale **Entreprises responsables** ont aussi fait l'objet de l'attention du GEM, s'agissant notamment de la consultation sur l'ordonnance relative au rapport des grandes entreprises sur les questions climatiques.

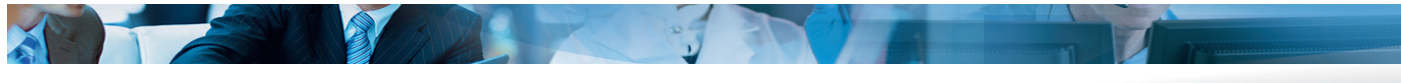
Enfin le GEM a été invité à participer au groupe de travail genevois sur les **conséquences sur l'économie de la guerre en Ukraine**.

As usual, the GEM commissions were very active. The Fiscal Commission dealt with the implementation of the minimum tax set by the OECD and the G20 and with cross-border remote work. The Human Resources Commission was active in tracking the status of policy actions related to the area of remote work, and on social security and fiscal agreements, the softening of the federal labor law and the federal law on foreigners, and the integration and registration of time worked. It also sent out calls for tenders to renew brokers of health and disability insurance. Lastly, the Public Affairs Commission continued to track various topics of importance to the GEM, such as relations with the European Union.

On November 3, 2022, the GEM organised an event at the Cercle du Rhône to celebrate its partnership with the Geneva School of Economics and Management (GSEM), regarding the **Masters in Business Analytics**. Member companies of the GEM and partners in this Master's program, as well as students, alumni, and the Professors on the faculty shared their positive experience with respect to this educational program, which is now more timely than ever.

The aftermath of the popular federal initiative entitled **Responsible Businesses** also drew the attention of the GEM, in particular because of consultation with respect to the order related to the report by large companies on climate-related questions.

Lastly, the GEM was asked to participate in the Geneva working group devoted to the **consequences of the war in Ukraine on the economy**.



## Dossiers politiques

### — Taux d'imposition

Le projet conjoint de l'OCDE et du G20 sur l'imposition numérique place la Suisse devant des défis considérables. Il constitue un changement de paradigme majeur en matière de fiscalité internationale et concerne quasiment l'ensemble des sociétés membres du GEM, que leur siège soit en Suisse ou à l'étranger. Le GEM a donc suivi et continue de suivre avec la plus grande des attentions les développements de ce projet. Dans ce contexte le GEM, après avoir répondu à la procédure de consultation, a été auditionné le 27 juin 2022 à Berne par la commission de l'économie et des redevances du Conseil d'Etat sur l'arrêté fédéral sur une imposition spéciale des grands groupes d'entreprises. Le GEM a eu l'occasion de rencontrer le Conseiller fédéral Ueli Maurer ainsi que le directeur de l'Administration fédérale des contributions et la directrice du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales pour faire le point sur la perte d'attractivité qui menace la place financière suisse et les mesures envisageables pour y remédier.

### — Relations avec l'UE

Les relations avec l'Union européenne ont continué à être au centre des préoccupations. Suite à l'abandon des négociations sur l'accord-cadre, le GEM a mandaté la Professeure Astrid Epiney. Son étude a été présentée à Berne aux parlementaires fédéraux en présence de la Professeure Astrid Epinay et d'une délégation du GEM et relayée dans la presse. Entre temps, des signaux encourageants comme le vote sur le milliard de cohésion ou la votation sur Frontex sont intervenus. Mais l'isolement de la Suisse a compliqué notamment l'acquisition de vaccins contre le Covid, et ces complications pourraient s'étendre à la question de l'approvisionnement énergétique.

## Political affairs

### — Taxation rates

The joint project of the OECD and the G20 on digital taxation places Switzerland in front of considerable challenges. It constitutes a major change of paradigm in terms of international fiscal policy and concerns nearly all GEM member companies, whether their headquarters are located in Switzerland or abroad. Therefore, the GEM has tracked and continues to track with the greatest possible attention the developments stemming from this project. In this context, the GEM, after having responded during the consultation phase, appeared at an audience in Bern on June 27, 2022, with the Commission on the Economy and Royalties of the State Council on the federal order pertaining to a special tax for large corporate groups. The GEM had the opportunity to meet with the Federal Councillor Ueli Maurer as well as the director of the Federal Administration on Contributions and the Director of the State Secretariat for international financial questions to get an update on the loss of attractiveness which threatens the financial situation of Switzerland and foreseeable measures to address it.

### — Relations with the EU

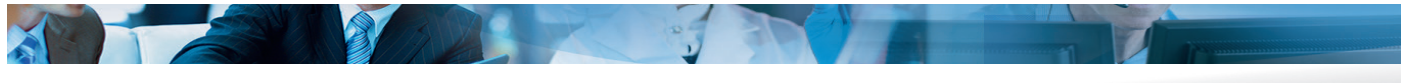
Relations with the European Union have continued to be at the heart of our concerns. After abandoning negotiations on the framework agreement, the GEM tasked Professor Astrid Epiney to prepare a study, which was presented in Bern to federal parliamentarians, with the participation of Professor Astrid Epiney and a delegation from the GEM and passed on to the media. In the meantime, encouraging signals, like the vote on the billion for cohesion and the vote on Frontex took place. But the isolation of Switzerland in particular complicated the acquisition of vaccines against Covid, and these complications could spread to the question of energy supply.

---

*Le projet conjoint de l'OCDE et du G20 sur l'imposition numérique place la Suisse devant des défis considérables. Il constitue un changement de paradigme majeur en matière de fiscalité internationale et concerne quasiment l'ensemble des sociétés membres du GEM, que leur siège soit en Suisse ou à l'étranger.*

---

*The joint project of the OECD and the G20 on digital taxation places Switzerland in front of considerable challenges. It constitutes a major change of paradigm in terms of international fiscal policy and concerns nearly all GEM member companies, whether their headquarters are located in Switzerland or abroad.*



## Services et prestations aux membres

— Contrats collectifs assurance maladie et assurance accidents, perte de gain maladie et prévoyance professionnelle

Un groupe de travail a été constitué pour renouveler les appels d'offres courtier assurance maladie et courtier assurance accidents, maladie perte de gain et prévoyance professionnelle. Les prestataires présélectionnés ont un délai au 31 janvier pour répondre à l'appel d'offres courtiers LAA, APG et LPP. Quant à l'appel d'offres assurance maladie, il sera envoyé aux prestataires potentiels au début de l'année 2023.

— Rédaction automatique de certificats de travail « Mycerty »

En 2022, les entreprises membres du GEM se sont vues offrir la possibilité de tester gratuitement le logiciel Mycerty en recevant gratuitement 50 licences d'utilisation. Ce logiciel permet de générer des certificats de travail automatiques en français, allemand et anglais. Après épuisement des licences gratuites, les entreprises membres du GEM peuvent commander, en direct auprès de Mycerty, des licences supplémentaires à un prix préférentiel négocié par le GEM. Ce prix est renégocié chaque année en fonction d'une grille tarifaire tenant compte du nombre de certificats commandés. En 2023, le tarif applicable sera de CHF 39,90 hors-tax, soit 42 % de réduction par rapport au tarif public.

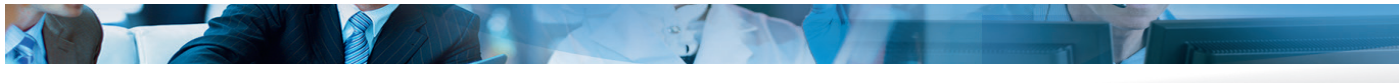
## Services to members

— Collective health and disability insurance contracts, loss of earnings due to illness and pension fund

A working group was constituted to renew calls for tenders for health insurance and disability insurance, loss of earnings due to disability, and pension fund brokerage. The pre-selected service providers have until January 31 to respond to the LAA, APG, and LPP brokerage call for tenders. As for the health insurance call for tenders, it will be sent to potential service providers at the beginning of the year 2023.

— Automatic preparation of "Mycerty" work certificates

In 2022, member companies of the GEM were offered the possibility of testing the Mycerty software programme for free, receiving 50 free user licenses. This software generates automatic work certificates in French, German, and English. After the free licenses have expired, the member companies of the GEM may order additional licenses directly from Mycerty at a preferential price negotiated by the GEM. This price is renegotiated every year according to the rate grid based on the number of certificates ordered. In 2023, the applicable rate will be 39.90 CHF plus tax, which is a 42% discount compared to the rack rate.



## Commission ressources humaines

La commission a été active sur le suivi de l'état des interventions politiques dans le domaine du télétravail, des accords sécurité sociale et fiscal, de l'assouplissement de la loi fédérale sur le travail et de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration et l'enregistrement du temps de travail.

Elle s'est également penchée sur les **nouvelles dispositions de la loi fédérale sur le travail**, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2022, et qui assouplissent les possibilités de permis de travail pour le travail de nuit et le travail du dimanche.

La commission a répondu à la procédure de consultation du Département fédéral de justice et police sur la modification de la **loi fédérale sur les étrangers et l'intégration** [LEI], qui vise à permettre une admission facilitée pour les étrangers extra-européens titulaires d'un diplôme d'une haute école suisse.

---

*La commission a été active sur le suivi de l'état des interventions politiques dans le domaine du télétravail, des accords sécurité sociale et fiscal, de l'assouplissement de la loi fédérale sur le travail et de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration et l'enregistrement du temps de travail.*

La commission a assisté à une présentation de la **Fondation OTIUM**, qui permet aux entreprises de s'associer à une structure professionnelle pour mieux accompagner leurs employés et leur entourage dans l'épreuve du cancer. Une brochure consacrée au deuil dans le monde du travail et la manière d'appréhender la question d'un point de vue légal, RH et humain a également été présentée à la commission.

En lien avec les aspects de formation, le GEM est partenaire de la **Filière International Business Management de la HES-SO Genève**, formation dispensée en anglais qui débouche sur un Bachelor. Le GEM siège à l'advisory board de la formation et mène des réflexions sur les profils de compétence des

## Human Resources Commission

The Commission was active in tracking policy actions in the field of remote work, social security and taxation agreements, the softening of the federal labour law and the federal law on foreigners and the integration and recording of work time.

It also focused on the new provisions of the **federal labour law**, in effect since April 1, 2022, which loosens options for work permits for night shift work and work on Sundays.

The Commission responded to the consultation procedure of the Federal Justice and Police Department on the modification of the **federal law on foreigners and integration** [LEI], intended to allow for easier admission of foreigners from outside Europe who hold a diploma from a Swiss university.

---

*The Commission was active in tracking policy actions in the field of remote work, social security and taxation agreements, the softening of the federal labour law and the federal law on foreigners and the integration and recording of work time.*

The Commission attended a presentation by the **OTIUM Foundation**, which enables companies to join a professional organisation in order to better support their employees and their families when confronted by a cancer diagnosis. A brochure devoted to grieving in the professional sphere and the way of addressing the question from a legal, HR, and humanitarian point of view was also presented to the Commission.

With respect to training aspects, the GEM is a partner of the **International Business Management course of study of the HES-SO Geneva**, a training programme offered in English, leading to a Bachelor's degree. The GEM has a place on the advisory board of the training programme



étudiants dont les multinationales auront besoin à l'avenir. A noter que certains membres de la commissions RH sont intervenus dans le cadre des réflexions en cours sur les compétences clés du futur.

La commission RH contribue également à établir le programme des **séances plénières** du GEM. En 2022, les thèmes suivants ont notamment été abordés:

- La transition vers l'assurance chômage
- Work from anywhere – How to safely navigate compliance
- Actualités OCPM et notion d'activité lucrative – Activités autorisées sous un statut de business visiteur
- Jurisprudences récentes en droit du travail
- La flexibilité dans le droit du travail et des assurances
- Nouvelles dispositions de la loi sur la protection des données
- Salaire déterminant, remboursement de frais et questions choisies sur l'assurance maternité et paternité

## Commission affaires publiques

Les **relations avec l'Union européenne** ont été au centre des priorités de la commission affaires publiques. En novembre 2021, le GEM, avec la FER Genève et l'Union patronale suisse (UPS), ont mandaté une analyse de la Prof. Astrid Epiney. Elle aboutit à la conclusion que la principale conséquence de la rupture le 26 mai 2021 des négociations de l'accord-cadre est une érosion progressive des accords existants, dont l'ampleur dépend au final du développement du droit de l'Union. Certains secteurs comme les technologies médicales ou l'industrie des machines ont eux déjà été confrontés à des conséquences concrètes. Il y a un risque de refus de reconnaissance d'équivalence ou d'adéquation avec des implications potentiellement considérables pour la Suisse et les acteurs économiques suisses (protection des données). La détérioration générale des relations Suisse – Union européenne est susceptible de compliquer la coopération dans une multitude de domaines.

Le rapport Epiney établit six scénarios possibles, allant du statu quo à une adhésion à l'Espace économique européen (EEE) ou à l'UE, le plus probable et souhaitable du point de vue du GEM étant une combinaison d'un nouvel accord-cadre avec des accords sectoriels. Le rapport a fait l'objet d'une présentation à Berne aux parlementaires

and leads reflections on competency profiles of students multinationals will need in future. It should be noted that some members of the HR Commissions were involved in the framework of reflections underway with respect to the key competencies of the future.

The HR Commission also contributes to the creation of the GEM programme of **plenary sessions**. In 2022, the following specific topics were addressed:

- The transition toward unemployment insurance
- Work from anywhere – How to safely navigate compliance
- OCPM news and the notion of a lucrative activity
- Activities authorised under a visitor business status
- Recent legal decisions in labour law
- Flexibility in labour law and insurance
- New provisions of the law on data privacy
- Determining wage, reimbursement of fees and select question on maternity and paternity insurance

## Public Affairs Commission

**Relations with the European Union** were at the heart of the Public Affairs Commission's priorities. In November, 2021, the GEM, along with the FER Genève and the Swiss Employers Association (UPS) ordered an analysis by Professor Astrid Epiney. She reached the conclusion that the main consequence of the May 26, 2021, breakdown in negotiations on the framework agreement is a progressive erosion of existing agreements, whose magnitude ultimately depends on the development of Union law. Some sectors, like medical technologies or the machinery industry were themselves already confronted with concrete consequences. There is a danger of a refusal to recognise equivalence or adequation with potentially significant implications for Switzerland and Swiss economic actors (data privacy). The general deterioration of Swiss-European Union relations is liable to complicate cooperation in a multitude of areas.

The report by Professor Epiney establishes six possible scenarios, ranging from the status quo to an adherence to the European Economic Space (EES) or to the EU, with the most probable and desirable outcome, from the point of view of the GEM, being a combination of a new framework agreement with the sectoral agreements. The report was



*En 2023, la commission surveillera aussi de près l'évolution de la législation européenne en matière de reporting et de devoir de diligence, ainsi que la pétition déposée dans le prolongement de la votation sur la responsabilité sociétale des entreprises, destinée à forcer le Conseil fédéral à prendre des dispositions compatibles avec les dispositions internationales.*

fédéraux. Il a été bien reçu sans avoir pour autant véritablement fait bouger les fronts. La logique voudrait qu'il incombe à la Suisse d'initier les nouvelles démarches à l'attention de l'UE, ce qui ne semble pas être le cas actuellement.

Concernant la **défense de la compétitivité** genevoise et suisse, le GEM a répondu à plusieurs consultations notamment sur l'Ordonnance sur les devoirs de diligence et de transparence en matière de minerais et de métaux provenant de zones de conflit et en matière de travail des enfants [ODiTr], faisant suite au rejet de l'initiative pour des entreprises responsables.

La commission poursuivra ses **contacts réguliers avec les autorités politiques locales**, cantonales et fédérales en 2023. S'agissant des questions d'approvisionnement énergétique, l'heure n'est pas à la panique mais à l'anticipation. La situation dépendra de facteurs météorologiques et géopolitiques et la commission suivra l'évolution des solutions tant au niveau fédéral qu'au niveau des entreprises. Les entreprises membres du GEM sont invitées à signaler des difficultés globales qu'elles identifieraient afin de pouvoir les relayer.

En 2023, la commission surveillera aussi de près l'évolution de la **législation européenne en matière de reporting et de devoir de diligence**, ainsi que la pétition déposée dans le prolongement de la votation sur la responsabilité sociétale des entreprises, destinée à forcer le Conseil fédéral à prendre des dispositions compatibles avec les dispositions internationales.

*In 2023, the Commission will also closely monitor the evolution of European legislation in terms of reporting and due diligence, as well as the petition submitted in the extended voting on corporate social responsibility, intended to force the Federal Council to adopt provisions compatible with international provisions.*

presented in Bern to the federal parliamentarians. It was well received without having really achieved movement on any front. Logic would have that it is incumbent upon Switzerland to initiate the new procedures with respect to the EU, which does not currently seem to be the case.

As for the **defense of competitiveness** of Geneva and of Switzerland, the GEM responded to several consultations, particularly on the Order pertaining to diligence and transparency obligations in terms of minerals and metals originating in conflict zones and in terms of child labour [ODiTr], with respect to the rejection of the responsible companies initiative.

In 2023, the Commission will continue its **regular contacts with local political authorities**, cantonal political authorities, and federal political authorities. In terms of energy supply issues, this is not the time to panic, but it is a time for anticipation. The situation will depend on meteorological and geopolitical factors, and the Commission will follow the evolution of solutions both at the federal level and at company level. GEM member companies are invited to inform GEM of any global difficulties they might identify so that these can be passed on.

In 2023, the Commission will also closely monitor the evolution of **European legislation in terms of reporting and due diligence**, as well as the petition submitted in the extended voting on corporate social responsibility, intended to force the Federal Council to adopt provisions compatible with international provisions.



S'agissant des élections cantonales genevoises [avril 2023] et des élections fédérales [automne 2023], le GEM ne soutiendra aucun candidat mais suivra attentivement les débats et au besoin fera passer certains messages.

La commission suivra également de près la votation en juin 2023 sur la révision de la Constitution pour l'application du taux minimal d'imposition, qui concernera la plupart des entreprises membres du GEM.

## Commission fiscale

En 2022, la commission a principalement été active sur des questions de fiscalité internationale, notamment s'agissant des nouveaux standards de fiscalité internationale mis en place sous l'égide de l'OCDE. La réforme, qui consiste en deux piliers, en est au stade de la déclaration et doit être mise en œuvre. La Suisse a dû commencer la mise en place des dispositions sans garantie que la masse critique de pays adoptant la réforme soit atteinte. Elle le fera par voie de modification de la constitution en 2023.

Le GEM soutient la mise en œuvre du 2<sup>e</sup> pilier en Suisse par la mise en place d'un « impôt complémentaire national », selon les termes du projet d'arrêté fédéral. La mise en place d'impôt complémentaire permet d'imposer le différentiel d'impôt en Suisse et assure une sécurité juridique. L'absence de mise en œuvre par la Suisse résulterait mécaniquement à l'imposition du différentiel d'impôt par des états étrangers, selon des mécanismes complexes, susceptibles de créer des conflits et des imposition multiples.

La mise en œuvre par arrêté fédéral se justifie par la nécessité d'une mise en œuvre rapide, conforme au calendrier de l'OCDE, soit en principe pour 2024. Malgré l'engagement large de plus de 140 pays, on observe un glissement de la date de mise en œuvre par les principaux partenaires commerciaux de la Suisse [Union européenne, Royaume-Uni, Etats Unis]. La mise en place des règles en 2024 par une masse critique d'Etats est toujours le scénario le plus probable à ce jour, même si de nouveaux délais ou révisions mineures des règles sont possibles pour faciliter le consensus. La complexité de mise en œuvre de nouvelles règles ne doit pas être sous-estimée et une mise en œuvre flexible et pragmatique sera nécessaire.

As for Geneva cantonal elections [April, 2023] and federal elections [autumn, 2023], the GEM will not support any particular candidate, but it will closely follow the debates and will communicate certain messages as needed.

The Commission will also closely follow voting in June, 2023, on the revision of the Constitution for the application of a minimum tax, which will concern most of the GEM member companies.

## Tax Commission

In 2022, the Commission was primarily active regarding questions of international fiscal policy, particularly with respect to new international fiscal policy standards put in place under the auspices of the OECD. The reform, which consists of two pillars, is at the declaration stage and needs to be implemented. Switzerland was to begin putting the provisions in place, without any guarantee that a critical mass of countries adopting the reform would be reached. It will do so through modification of the constitution in 2023.

The GEM supports the implementation of the 2nd pillar in Switzerland through the creation of a "supplemental national tax", according to the terms of the proposed federal order. The creation of an additional tax allows for taxing the tax differential in Switzerland and ensures legal security. The absence of implementation by Switzerland would automatically result in the taxation of the tax differential by foreign countries, according to complex mechanisms, which are liable to create conflicts and multiple taxations.

Implementation through federal order is justified by the necessity of a rapid implementation, in compliance with the OECD calendar, or in principle for 2024. Despite the wide engagement of more than 140 countries, we observe a slippage of the implementation date by the main commercial partners of Switzerland [European Union, United Kingdom, United States]. Putting rules in place in 2024 by a critical mass of countries is still the most probable scenario as of today, even if new delays or minor revisions to the rules are possible in order to facilitate consensus. The complexity of the implementation of new rules should not be underestimated and a flexible and pragmatic implementation will be necessary.



*Le GEM soutient la mise en œuvre du 2<sup>e</sup> pilier en Suisse par la mise en place d'un « impôt complémentaire national », selon les termes du projet d'arrêté fédéral. La mise en place d'impôt complémentaire permet d'imposer le différentiel d'impôt en Suisse et assure une sécurité juridique.*

Le projet de l'OCDE impose de redéfinir la compétitivité. La réforme pose un défi majeur en termes de compétitivité pour les sociétés multinationales actives en Suisse. Dans un environnement international très compétitif en termes de coûts et d'accès aux talents, notamment pour les activités à haute valeur ajoutée, la compétitivité fiscale de la Suisse a permis un maintien des investissements, des emplois et des rentrées fiscales (maintien de la base imposable).

Le mécanisme d'imposition complémentaire limitera fortement l'effet des mesures fiscales incitatives actuelles, notamment en faveur de l'innovation et de la R&D. Les cantons devront potentiellement revoir la structure de certains de leurs impôts afin de maintenir leur compétitivité. Ils devront définir de nouvelles mesures incitatives non fiscales, mesurées et raisonnables, au plus proche de leur tissu économique. Compte tenu de la perte de compétitivité possible en matière d'innovation, le soutien de la Confédération sera nécessaire pour la mise en place de mesures non fiscales de plus grande ampleur.

Sur le plan de l'actualité fiscale nationale ou locale, la commission suit également les dossiers suivants :

- Politiques fiscales fédérales et cantonales post COVID
- Droit de timbre d'émission et impôt anticipé
- Imposition des personnes physiques
- Taxe professionnelle communale (Genève)
- Situation des frontaliers en matière de télétravail

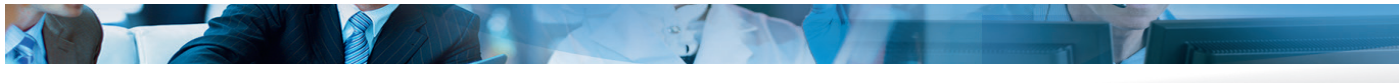
*The GEM supports the implementation of the 2nd pillar in Switzerland through the creation of a “supplemental national tax”, according to the terms of the proposed federal order. The creation of an additional tax allows for taxing the tax differential in Switzerland and ensures legal security.*

The OECD project requires a redefinition of competitiveness. The reform represents a major challenge in terms of competitiveness for multinational companies active in Switzerland. In a very competitive international environment in terms of costs and access to talent, particularly for activities of high added value, the fiscal competitiveness of Switzerland has allowed for a consistent level of investment, employment, and tax revenue (maintaining the taxable base).

The additional taxation mechanism will strongly limit the effect of current incentive fiscal measures, particularly to promote innovation and R&D. The cantons will potentially have to review the structure of some of their taxes in order to maintain their competitiveness. They will have to define new non-fiscal incentive measures that are considered and reasonable, as close as possible to their economic fabric. In light of the possible loss of competitiveness in matters of innovation, the support of the Confederation will be necessary in order to put non-fiscal measures of a greater magnitude in place.

In terms of national- or local fiscally-related news, the Commission is also tracking the following topics:

- Post-Covid federal and canton-level taxation policies
- Issue stamp duty and withholding tax
- Taxation of physical persons
- Communal professional tax (Geneva)
- Circumstances of cross-border workers in terms of remote work



## Perspectives 2023

En matière de votations fédérales, le GEM suivra de près **l'évolution des standards de fiscalité internationale** et notamment les discussions liées à l'entrée en vigueur du taux minimum d'imposition. Dans la mesure où les mécanismes actuels de soutiens fiscaux aux activités innovantes seront particulièrement impactés par le mécanisme de l'imposition complémentaire et qu'en parallèle, l'écosystème favorable à ces activités innovantes est fragilisé par les incertitudes juridiques liées à la rupture des négociations relatives à l'accord-cadre avec l'UE, le GEM veillera à ce qu'en complément aux mesures cantonales, la Confédération mette en place des mesures de soutien nationales de grande ampleur permettant le maintien de la compétitivité générale.

Le GEM suivra de près la **législation européenne en matière de reporting et de devoir de diligence** dès lors qu'il estime qu'il est dans l'intérêt de ses membres que la Suisse se dote d'une législation cohérente avec la réglementation européenne une fois que celle-ci aura été adoptée. Cela contribuera en effet à assurer une sécurité juridique et des conditions de concurrence équitables. Il en va en effet de la compétitivité et de l'attractivité de la Suisse face à un environnement de plus en plus instable et imprévisible.

## Outlook 2023

With respect to federal voting, the GEM will closely follow **changes in international taxation standards** and particularly discussions related to the entry into effect of the minimum taxation rate. To the extent that current mechanisms for fiscal support for innovative activities will be particularly impacted by the supplemental taxation mechanism and that in parallel, the favorable ecosystem for these innovative activities is rendered fragile by the legal uncertainties linked to the breakdown of negotiations related to the framework agreement with the EU, the GEM will ensure that in addition to the cantonal measures, the Confederation puts in place **large-scale national support measures** to maintain general competitiveness.

The GEM will closely monitor **European legislation related to reporting and due diligence** whenever it determines that it is in the interest of its members for Switzerland to adopt legislation that is coherent with European regulations, once this legislation has been adopted. This will in fact contribute to assuring legal security and conditions of equitable competitiveness. This is for the sake of Swiss competitiveness and attractiveness in an environment that is ever more unstable and unpredictable.



Groupement des  
Entreprises  
Multinationales

Groupement des Entreprises Multinationales  
98, rue de Saint-Jean – Case postale – 1211 Genève 3  
Tél. + 41 58 715 32 99 – [info@gemonline.ch](mailto:info@gemonline.ch)  
[www.gemonline.ch](http://www.gemonline.ch)